

Carole Delga et David Lisnard : « Nous, les élus, nous avons assez d’être considérés comme des exécutants »

INTERVIEW - Carole Delga, présidente de la Région Occitanie et de Régions de France, et David Lisnard, maire de Cannes et président de l’Association des maires de France (AMF), expliquent au JDD pourquoi les associations d’élus qu’ils représentent ne participeront pas aux Assises des finances publiques organisées ce lundi par Bruno Le Maire.

Marion Rivet 18/06/2023 à 21:47



Carole Delga (PS) et David Lisnard (LR) sont à la tête de Régions de France et de l’Association des maires de France (AMF). © Isa Harsin/Nicolas Messyas/SIPA

C’est la première fois que Carole Delga, présidente socialiste de la Région Occitanie, et David Lisnard, maire Les Républicains de Cannes, accordent un entretien ensemble. Respectivement à la tête de Régions de France et de l’Association des maires de France (AMF), ils sont en première ligne pour défendre les intérêts des régions et des communes françaises auprès des pouvoirs publics.

Cette semaine, les trois associations qui représentent les collectivités territoriales – avec l’association des Départements de France, réunies sous la bannière commune Territoires Unis –, ont annoncé qu’elles ne participeraient pas aux Assises des finances publiques qui se tiennent ce lundi matin, à Bercy, en présence d’Élisabeth Borne.

Porté par le ministre de l’Économie et des Finances Bruno Le Maire, cet événement doit réunir les différents acteurs concernés par la dépense publique pour préciser les principales coupes budgétaires envisagées par le gouvernement en préparation du budget 2024. Carole Delga et David Lisnard contestent la méthode actuelle de l’exécutif à l’égard des collectivités et appellent à plus de décentralisation.

Pour quelles raisons avez-vous décidé de boycotter les Assises des finances publiques ?
Carole Delga. Il faut de la clarté et de la constance pour être efficace. Nous n’acceptons plus

de perdre du temps en palabres dans un magma d'injonctions contradictoires. Ce n'est pas à la hauteur des enjeux pour notre pays. Prenons les annonces de Stanislas Guerini, lundi dernier, sur la revalorisation du point d'indice des fonctionnaires territoriaux. Le matin, on nous explique que cela nous coûtera 1 milliard d'euros, l'après-midi, on apprend – sans jamais avoir été concertés sur les mesures annoncées – que ce sera au moins 2 milliards sur la masse salariale de l'ensemble des collectivités. En une journée, on a doublé la mise sur les budgets, et dès 2023 !

Sur le volet mobilité, dans le cadre des contrats de plan État région, 8 milliards d'euros viennent d'être annoncés par l'État. Mais pour moderniser et développer les transports à la hauteur du défi du réchauffement climatique et des attentes des usagers, c'est 15 milliards d'euros qu'il fallait pour la France. C'est ce que font l'Allemagne ou encore l'Italie. L'exécutif demande aux collectivités locales de faire des efforts alors qu'elles ne participent en rien au déficit public.

David Lisnard. Notre participation aurait été incohérente vis-à-vis des communes et des habitants, voire insincère. Jusqu'au bout, nous avons alerté l'exécutif. On ne peut pas être les figurants d'une séquence de communication.

Depuis 2010, les comptes publics se sont dégradés. Pas du fait des collectivités !

David Lisnard

En mai, le secrétariat général à la planification écologique, sous l'égide de la Première ministre, nous demande de doubler nos dépenses vertes. On veut bien être co-constructeurs d'une politique environnementale, on est très mobilisés sur le sujet. Mais on en a assez d'être considérés comme des exécutants ! On a une légitimité locale, on veut être décideurs et pouvoir rendre des comptes aux habitants. La semaine suivante, dans le cadre du pacte de stabilité, Bercy nous demande de diminuer d'un tiers la dette locale. Comment ? En quinze ans, on nous a supprimé trois fiscalités locales (la taxe professionnelle, la taxe d'habitation et la CVAE). L'exécutif a nationalisé nos fiscalités, nous n'avons aucune dynamique de recette dans les communes mais subissons une hausse des charges.

Selon le programme de stabilité, les collectivités territoriales sont incitées à poursuivre la « maîtrise de leurs dépenses ». Avez-vous le sentiment que le gouvernement veut faire des économies sur le dos des collectivités ?

D.L. Oui. Depuis 2010, nous avons participé à un effort à hauteur de 62 milliards en euros constants sur la dotation globale de fonctionnement (DGF). Parallèlement, depuis 2010, les comptes publics se sont dégradés. Pas du fait des collectivités ! Puisque nous respectons la règle d'or. On n'emprunte que pour investir. Nos budgets sont équilibrés : c'est une obligation légale. Cette année, nous apportons 4 milliards que l'État peut déduire de son déficit pour le présenter à Bruxelles.

Faire croire que le problème des comptes publics est le problème des collectivités va à l'encontre de la performance publique. Il y a des communes mal gérées, comme il y a des PME mal gérées. Faut-il pour autant mettre sous tutelle toutes les PME de France ? On retrouve parfois de la démagogie pour dénoncer tel ou tel acte de gestion locale, une forme de populisme d'État. C'est aux habitants de trancher.

Il n'y a pas une journée sans une séquence de com du pouvoir avec une dépense qui doit être assumée par les autres. Le plan eau ? Le plan vélo ? C'est à nous d'assumer. Cette

incohérence de l'exécutif alimente la crise civique. Nous n'y comprenons plus rien et les habitants non plus.

C.D. Effectivement, on est dans une situation ubuesque : d'un côté on nous dit qu'il va falloir faire des économies, de l'autre on nous oblige à augmenter nos dépenses sans nous donner la possibilité d'avoir une dynamique fiscale. Les élus locaux, ce sont pourtant ceux qui s'activent sur le terrain, tous les jours de la semaine, du matin jusqu'au soir très tard. Nous sommes au contact des Français, à portée d'engueulade. Nous devons avoir un véritable pouvoir d'agir.

C'est d'abord d'action publique dont nous voulons parler avec le gouvernement

Carole Delga

Les Assises des finances publiques, cela ne veut rien dire. Je ne voulais pas me prêter à ce jeu de dupes où chacun a trois minutes de temps de parole, avec des passages en revue inefficaces. C'est d'abord d'action publique dont nous voulons parler avec le gouvernement. Les finances doivent s'évaluer à l'aune de l'objectif que l'on met en face. Il faut du volontarisme et de l'ambition pour relever les défis avec réussite et proposer un projet positif pour la France.

Qu'est-ce qu'une dépense publique ? Des médecins dans nos hôpitaux, des profs dans nos écoles, des policiers qui assurent la sécurité... Les mobilités, ce ne sont pas des dépenses mais de l'investissement contre le réchauffement climatique, pour le pouvoir d'achat et pour la souveraineté industrielle de la France et de l'Europe. La situation est grave pour le pays sur le plan social. Il faut en être conscient. On sent monter une très forte tension chez nos concitoyens.

Que proposez-vous, à la place ?

C.D. Passons de la France des procédures à la France des projets. Il est urgent de parler de l'action publique, et arrêtons d'être dans des systèmes bureaucratiques ou des décisions contradictoires. L'action publique, c'est mobiliser toute l'énergie et les moyens vers un objectif. Pour cela, il faut définir ensemble les priorités du pays. Avec nous, parce que nous faisons partie de l'équipe France.

La réindustrialisation ? Banco ! Toutes tendances confondues, on est d'accord sur la question de la souveraineté à travers la réindustrialisation. Donnons plus de moyens localement en allégeant les procédures sur l'implantation économique, libérons-nous des normes insensées qui brident la recherche et la mise en œuvre de solutions.

Autre priorité : la transition écologique et énergétique. Il faut développer les transports en commun. Sur les RER métropolitains qu'Emmanuel Macron a annoncés en décembre dernier, les maires des grandes agglomérations peuvent dire qu'aujourd'hui il n'y a pas le début d'un commencement, hormis là où les Régions et les Métropoles sont à l'initiative...

Enfin, la priorité éducative. Un pays peut s'adapter aux différents défis uniquement s'il y a un investissement massif dans l'école. Donner plus de moyens aux enseignants, plus de temps consacré aux enfants. La question de l'orientation est primordiale également : il faut un continuum du collège à la vie professionnelle. Les régions sont prêtes à relever ce défi.

D.L. Il faut aussi arrêter cette tendance à la recentralisation, qui dure depuis une vingtaine d'années. L'État doit arrêter de soviétiser l'action publique locale et s'attaquer à la bureaucratie. Comment ? En restaurant les libertés locales. Avec un nouvel élan de décentralisation qui ne soit pas du vent.

On nous annonce des décisions sur la décentralisation et, la semaine dernière, les conclusions du Conseil national de la refondation sur le logement contredisent ce qui nous avait été dit par le Président et la Première ministre puisqu'il y a une étatisation du logement. Cela va amplifier le problème. Que le principe de subsidiarité, qui a une valeur constitutionnelle, soit enfin respecté ! C'est une question de contrat social local et de performance publique.

Il faut aussi de la clarté et de la responsabilité fiscale : nous devons rendre des comptes aux contribuables, nous ne voulons pas être des quémandeurs de l'argent que l'État n'a pas. C'est en train de bouillir chez les maires : on est au bout de l'acceptation. À chaque début de mandature, il faudrait une clarté dans les relations entre État et collectivités. Un dialogue permanent et fiable qui repose sur des objectifs et des actions.

On a envie de leur dire : laissez-nous faire.

David Lisnard

On ne veut pas de la différenciation, qui est un pouvoir de dérogation, mais on veut un pouvoir de décision – la possibilité d'appliquer la loi et donc de fluidifier la réglementation en appliquant la subsidiarité. On a envie de leur dire : laissez-nous faire. Et que l'État cesse d'entraver a priori notre action. Qu'il nous sanctionne a posteriori, si on sort des clous, c'est normal. On voudrait un État plus fort a posteriori mais beaucoup moins pénalisant a priori.

N'y a-t-il pas un paradoxe entre la volonté décentralisatrice affichée par Emmanuel Macron et ce que vous reprochez aujourd'hui ? Y croyez-vous encore ?

D.L. Dire qu'on veut décentraliser en ne permettant pas aux pouvoirs locaux d'avoir ni les moyens juridiques ni les moyens financiers d'agir et en nous entravant de plus en plus dans des schémas directeurs et autres contraintes, c'est... une injonction contradictoire ; de plus. Il y a une différence entre les discours et les actes. C'est une des sources de la crise démocratique et civique.

C.D. Quand on est à la tête d'exécutifs, on est habitués à ne pas baisser les bras au moindre soubresaut. Nous, on reste force de proposition. Tous les jours, nous travaillons pour répondre aux préoccupations des Français parce que nous vivons le réel et nous partageons leur quotidien... Nous ne sommes pas à des années-lumière de la réalité de nos concitoyens.

S'il n'y a pas une prise de conscience de l'exécutif, on va désespérer les gens de façon massive

Carole Delga

Donner plus de pouvoir localement, ce n'est pas une question politicienne. Ce n'est ni de droite, ni de gauche. C'est de la vitalité de notre République qu'il s'agit, alors que nous voyons les populismes monter. S'il n'y a pas une prise de conscience de l'exécutif, on va désespérer les gens de façon massive. Les Français ont envoyé un message fort à Emmanuel Macron en ne lui donnant pas la majorité à l'Assemblée nationale. Il doit l'intégrer. Il y a

besoin de réformer ce pays mais cela doit se faire collectivement. Nous devons sortir d'un système vertical et descendant pour un système transversal, qui part du terrain.

Où en est votre relation avec l'exécutif ? Le dialogue reste-t-il ouvert ?

D.L. L'enjeu majeur, c'est de rétablir la confiance : avec de la constance, un partage des informations, du travail et de l'action collective. Car quand on a écrit à Bercy et Matignon en amont des Assises pour demander des éléments chiffrés par le ministère, on n'a jamais rien reçu. Et là, on nous demande de venir à une réunion plénière qui est un grand show médiatique... On ne ferme pas du tout la porte et on veut bien croire les bonnes intentions des uns et des autres mais maintenant, ce que l'on veut, c'est de la cohérence.

C.D. Nous ne croyons pas à la rupture et aux postures, mais à l'intelligence collective. On a toujours dit au Président et à la Première ministre qu'on était là pour travailler, dans un esprit de responsabilité. Mais on ne peut pas être dans ce ballottage incessant. On continuera à avoir une main tendue, mais en gardant une main ferme sur nos principes et sur notre engagement pour nos concitoyens, celui de l'action publique. Il y a une maturité politique aujourd'hui, au XXI^e siècle, qui permettrait d'entrer dans une nouvelle étape de la décentralisation.